

## Le modèle fiscal français

Rémy Prud'homme<sup>1</sup>

Les concurrents à l'élection présidentielle parlent peu, et flou, de fiscalité –ce qui ne les empêche pas de parler beaucoup, et en détail, de dépense publique. C'est sans doute que pour beaucoup le modèle fiscal français est excellent, presque aussi parfait que le modèle social français qu'il finance. Il n'est cependant pas inutile de le comparer, en particulier à ceux des 24 autres pays de l'Union Européenne avec qui nous sommes en concurrence assez directe. Les données d'Eurostat, la main statistique de l'Union, rendent l'exercice facile.

En ce qui concerne le poids total des impôts, les chiffres confirment ce que tout le monde sait : nous sommes dans le peloton de tête. Mais nous ne sommes pas les premiers. Le ratio charge fiscale sur PIB est plus élevé dans trois autres pays : Suède, Danemark, et Belgique. Nous pouvons espérer, au prix d'un petit effort supplémentaire, améliorer notre rang et monter sur le podium.

Un rapport récent du Conseil National des Impôts nous en donne d'ailleurs le moyen. Il suffit d'éliminer la fraude. Cette proposition fait l'unanimité. Comme la fraude représente 2% du PIB, sa disparition augmentera d'autant le ratio charge fiscale sur PIB, nous mettant enfin au premier rang ou presque.

Les pays européens étant les pays les plus imposés du globe, ce classement européen est également un classement mondial –si l'on excepte la Corée du Nord et si l'on ne compte pas comme impôts les redevances dont bénéficient certains pays pétroliers. Ainsi, nous ne montrons pas l'exemple à la seule Europe mais bien au globe tout entier.

Cependant, la caractéristique principale du modèle français n'est pas tant dans le poids de la fiscalité que dans sa structure. Le fait marquant est que les impôts français frappent plus durement qu'ailleurs le capital et le travail.

Eurostat a calculé pour chacun des pays le poids des impôts sur la consommation. Là, notre classement est moyen sinon médiocre : nous sommes 11<sup>ème</sup> sur 25. Pour le pays qui a inventé la TVA, ce résultat est navrant. C'est sur ce terrain-là que les pays scandinaves nous battent : la fiscalité sur la consommation y est plus lourde que chez nous (d'environ 50% et de près de 60%

---

<sup>1</sup> Professeur émérite, Université Paris XII

au Danemark). M. Strauss-Kahn a bien suggéré d'augmenter les impôts sur la consommation, au motif qu'ils ne frappent pas directement la production et l'emploi et qu'ils frappent les biens importés comme les biens produits en France. Sa proposition a fait crier à gauche et rire à droite. Il l'a promptement retirée. Elle n'est pas dans l'esprit de notre excellent modèle fiscal français.

Pour la fiscalité sur le capital, en revanche, cocorico ! nous sommes numéro un. Médaille d'or. Eurostat rapporte les impôts prélevés sur les revenus du capital à ces mêmes revenus. Ce genre de calcul est délicat et ne se fait pas sans conventions nécessairement discutables ; mais ces conventions sont appliquées de la même façon dans tous les pays et dans le temps, et les comparaisons qu'elles permettent sont significatives. Le revenu du capital est ainsi bien plus imposé en France qu'ailleurs et en particulier que dans les pays scandinaves (environ 30% de plus). Les candidats de droite à la présidentielle promettent de maintenir cette fiscalité, et les candidats de gauche s'engagent à l'augmenter. S'ils le font pour améliorer notre classement, leur démarche est bien inutile. Nous ne sommes sérieusement menacés par aucun de nos grands concurrents. En Allemagne par exemple la pression fiscale sur les revenus du capital est très inférieure (de 40%) à ce qu'elle est en France. L'augmentation de ces impôts en France au cours de la décennie passée (le ratio calculé par Eurostat a augmenté de 18% entre 1995 et 2003) nous mets d'ailleurs à l'abri de toute mauvaise surprise.

Pour la fiscalité sur le travail (qui comprend en France et ailleurs les cotisations de sécurité sociale), nous sommes seulement deuxième, derrière la Suède, toujours sur 25 candidats. Médaille d'argent donc. Mais que l'on se rassure, nous progressons. En 1995, la France n'était encore que cinquième. Et le poids des impôts sur le travail par rapport aux revenus du travail a depuis 1995 diminué en Suède et augmenté chez nous. Tous les espoirs sont donc permis.

Pour freiner la croissance et pénaliser l'emploi, une fiscalité globalement très lourde ne suffit pas. L'exemple des pays scandinaves le montre assez. Encore faut-il une fiscalité qui frappe les facteurs de production, le travail ou le capital, et si possible les deux à la fois. Des impôts qui punissent l'emploi sont le complément naturel des impôts qui découragent l'investissement. Voilà ce que nous avons compris avant et mieux que les autres. Vive le modèle fiscal français !

(4000 caractères)